

PROJET DE LOI

N° 19

adopté le

SÉNAT

5 novembre 1985

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1985-1986

PROJET DE LOI

*modifiant diverses dispositions
du code de procédure pénale et du
code de la route et relatif à la police judiciaire.*

(Texte définitif.)

Le Sénat a adopté sans modification, en première lecture, le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence en première lecture, dont la teneur suit :

Voir les numéros :

Assemblée nationale (7^e législ.) : 2786, 2984 et in-8° 889.

Sénat : 29 et 61 (1985-1986).

Article premier.

Le septième alinéa de l'article 16 du code de procédure pénale est ainsi rédigé :

« Les fonctionnaires mentionnés aux 2° et 3° ci-dessus ne peuvent exercer effectivement les attributions attachées à leur qualité d'officier de police judiciaire ni se prévaloir de cette qualité que s'ils sont affectés à un emploi comportant cet exercice et en vertu d'une décision du procureur général près la cour d'appel les y habilitant personnellement. L'exercice de ces attributions est momentanément suspendu pendant le temps où ils participent, en unité constituée, à une opération de maintien de l'ordre. Lorsqu'ils appartiennent à un service dont la compétence excède le ressort de la cour d'appel, la décision d'habilitation est prise par le procureur général près la cour d'appel du siège de leur fonction. ».

Art. 2.

L'article 18 du code de procédure pénale est ainsi rédigé :

« *Art. 18.* — Les officiers de police judiciaire ont compétence dans les limites territoriales où ils exercent leurs fonctions habituelles. Dans les circonscriptions urbaines divisées en commissariats subdivisionnaires ou en bureaux de police, les officiers de police judiciaire qui exercent leurs fonctions habituelles dans l'un d'entre eux ont compétence sur toute l'étendue de la circonscription.

« Les officiers de police judiciaire qui n'exercent pas leurs fonctions habituelles dans l'ensemble du ressort du tribunal de grande instance auquel ils sont rattachés peuvent, en cas d'urgence ou de crime ou délit flagrant, opérer dans toute l'étendue de ce ressort à l'effet d'y poursuivre leurs investigations et de procéder à des auditions, perquisitions et saisies.

« En cas de crime ou délit flagrant, les officiers de police judiciaire peuvent se transporter dans le ressort des tribunaux de grande instance limitrophes du tribunal ou des tribunaux auxquels ils sont rattachés, à l'effet d'y poursuivre leurs investigations et de procéder à des auditions, perquisitions et saisies. Pour l'application du présent alinéa, les ressorts des tribunaux de grande instance de Paris, Nanterre, Bobigny et Créteil sont considérés comme un seul et même ressort.

« En cas d'urgence, les officiers de police judiciaire peuvent, sur commission rogatoire expresse du juge d'instruction ou sur réquisitions du procureur de la République prises au cours d'une enquête de flagrant délit, procéder aux opérations prescrites par ces magistrats sur toute l'étendue du territoire national. Ils doivent être assistés d'un officier de police judiciaire exerçant ses fonctions dans la circonscription intéressée. Le procureur de la République territorialement compétent en est informé par le magistrat ayant prescrit l'opération.

« Ils peuvent, sur proposition des autorités administratives dont ils dépendent et par habilitation du procureur général, recevoir compétence dans les limites territoriales de la circonscription des officiers de police

judiciaire qu'ils sont appelés à suppléer en cas de besoin. ».

Art. 3.

L'article 20 du code de procédure pénale est ainsi modifié :

I. — Après le quatrième alinéa, 3^o, il est inséré un 4^o ainsi rédigé :

« 4^o sans préjudice des dispositions de l'article L. 23-1 du code de la route, les personnels en tenue des services actifs de la police nationale, titulaires et remplissant les conditions d'aptitude qui seront fixées par décret en Conseil d'Etat. ».

II. — Avant le cinquième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois, les fonctionnaires mentionnés aux 1^o à 4^o ci-dessus ne peuvent exercer effectivement les attributions attachées à leur qualité d'agent de police judiciaire et se prévaloir de cette qualité que s'ils sont affectés à un emploi comportant cet exercice ; l'exercice de ces attributions est momentanément suspendu pendant le temps où ils participent, en unité constituée, à une opération de maintien de l'ordre. ».

Art. 4.

Le 1^o de l'article 21 du code de procédure pénale est ainsi rédigé :

« 1° les fonctionnaires des services actifs de police nationale ne remplissant pas les conditions prévues par l'article 20 ; ».

Art. 5.

Après l'article 21 du code de procédure pénale, il est inséré un article 21-1 ainsi rédigé :

« *Art. 21-1.* — Les agents de police judiciaire et agents de police judiciaire adjoints ont compétence dans les limites territoriales où ils exercent leurs fonctions habituelles ainsi que dans celles où l'officier de police judiciaire responsable du service de la police nationale ou de l'unité de gendarmerie auprès duquel ils ont été nominativement mis à disposition temporaire exerce ses fonctions. Lorsqu'ils secondent un officier de police judiciaire, ils ont compétence dans les limites territoriales où ce dernier exerce ses attributions en application des dispositions de l'article 18. ».

Art. 6.

Le début du premier alinéa de l'article 75 du code de procédure pénale est ainsi rédigé :

« Les officiers de police judiciaire et, sous le contrôle de ceux-ci, les agents de police judiciaire... (*le reste sans changement*) ».

Art. 7.

I. — Le début du premier alinéa de l'article L. 23-1 du code de la route est ainsi rédigé :

« Les fonctionnaires du corps des commandants et officiers de paix affectés à une circonscription territoriale ne dépassant pas le ressort de la cour d'appel, nominativement... (*le reste sans changement*) ».

II. — Le quatrième alinéa du même article est ainsi rédigé :

« Les commandants et officiers de paix mentionnés ci-dessus qui n'ont pas obtenu la qualité d'officier de police judiciaire peuvent, dans les conditions fixées par l'article 20 du code de procédure pénale, exercer les attributions attachées à leur qualité d'agent de police judiciaire pour la recherche et la constatation des infractions précitées. ».

III. — Le cinquième alinéa du même article est ainsi rédigé :

« Les gradés et gardiens de la paix de la police nationale affectés à une circonscription territoriale ne dépassant pas le ressort de la cour d'appel peuvent, dans les limites de cette circonscription et dans les conditions fixées par l'article 20 du code de procédure pénale, exercer les attributions attachées à leur qualité d'agent de police judiciaire pour la recherche et la constatation des mêmes catégories d'infractions. ».

Art. 8.

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1986.

Délibéré, en séance publique, à Paris, le 5 novembre 1985.

Le Président,

Signé : ALAIN POHER.